

dépendants. Les libéraux avaient élu cent seize à cent dix-huit des leurs. Si mon chef avait voulu s'accrocher, il aurait pu tenir à Son Excellence ce langage: J'ai tant de sièges; les progressistes et les indépendants en ont tant. C'est un groupe indépendant et j'espère en leur concours pour la prochaine législature. J'attendrai donc que la nouvelle Chambre se réunisse et, si je suis battu, je me retirerai.

M. RINFRET: Il avait le droit de le faire.

L'hon. M. CANNON: Il pouvait le faire.

L'hon. M. GUTHRIE: Je prétends que le droit constitutionnel le lui défendait; surtout vu qu'il n'avait pas de siège à la Chambre.

L'hon. M. CANNON: Expliquez-vous.

M. MERCIER (Saint-Henri): Dans combien de provinces les conservateurs n'ont pu élire un seul de leurs candidats en 1921?

L'hon. M. GUTHRIE: Vous-mêmes vous n'avez pas réussi à en élire un grand nombre dans plus d'une province.

M. MERCIER (Saint-Henri): Vous n'aviez pas un seul élu dans cinq provinces.

L'hon. M. GUTHRIE: Vous avez raison, je crois. Jusqu'en 1921, Québec était représenté par trois ministres, MM. Ballantyne et Doherty à la Chambre et un autre au Sénat. Mais ce n'est pas la question. Ce que je dis, c'est que si, en 1921, mon chef avait adopté la ligne de conduite choisie par le chef actuel du Gouvernement, il aurait été dénoncé partout comme un usurpateur du pouvoir. Que devait faire le premier ministre actuel?

L'hon. M. CANNON: Sans vouloir retarder notre honorable ami, je lui demanderai de nous démontrer en quoi son chef, en 1921, aurait offensé la Constitution, s'il était resté au pouvoir.

L'hon. M. GUTHRIE: Je répète que le résultat du scrutin étant connu, et ce résultat étant contre lui, notre très honorable ami avait le devoir constitutionnel de démissionner. Si l'on pouvait avoir un doute raisonnable, je concède qu'il eût pu convoquer les Chambres pourvu qu'il eût un siège.

L'hon. M. CANNON: C'est le fait en discussion.

L'hon. M. GUTHRIE: La question se résume à ceci: Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas obtenu un siège? Le moyen pour lui de se présenter à la Chambre, de diriger le parlement, s'il n'y est point? Nous voulons sa direction à la Chambre; en maintes occasions, nous voulons qu'il nous conseille. Le public canadien compte que le premier ministre sera à sa place pour conseiller et di-

riger la députation. C'est lui surtout qui doit communiquer au Parlement le programme ministériel. S'il lui est impossible d'exercer ces fonctions, il doit se retirer. Voilà ce qu'établissent aussi bien le droit constitutionnel que la tradition constitutionnelle. Le solliciteur général a affirmé hier soir qu'à son sens le premier ministre doit avoir un siège à la Chambre; mais il l'a excusé sous prétexte que son absence est simplement temporaire. Je dis ceci à mes honorables amis: Deux ou trois membres du Conseil nous ont assuré qu'advenant l'adoption de la présente motion, le premier ministre trouvera un siège; sans difficulté, prétendent-ils. Mais qui nous dit qu'il sera élu? Il peut bien briguer les suffrages d'une circonscription et, comme M. Baldwin, être rejeté; sa défaite est fort probable s'il se présente dans la province d'Ontario. Faut-il immobiliser tout le rouage administratif du pays, les députés doivent-ils se disperser ou se croiser les bras en attendant que le premier ministre se trouve un comté?

L'hon. M. CANNON: Mon honorable ami ajoute à la force de mon argumentation.

Le très hon. M. MEIGHEN: Elle en avait besoin.

L'hon. M. GUTHRIE: Je maintiens que notre loi fondamentale ne souffre pas une situation pareille. Nous comptons donc que, la question mise aux voix, la Chambre saura mettre les choses au point, saura rétablir la saine tradition constitutionnelle et déclarera que le Gouvernement n'a pas le droit de fonctionner dans les circonstances actuelles.

L'hon. M. CANNON: Dès que la Chambre décidera en ce sens, le Gouvernement se démettra.

L'hon. M. GUTHRIE: Voilà justement un point que le solliciteur général a souligné hier soir,—il y a consacré la moitié, ou pour le moins un quart, de son discours,—que la question doit être décidée par la Chambre. Là-dessus nous sommes entièrement d'accord.

L'hon. M. CANNON: C'est pour cela que nous avons convoqué le Parlement.

L'hon. M. GUTHRIE: Nous demandons simplement au Parlement d'exercer son pouvoir d'une manière constitutionnelle.

L'hon. M. CANNON: D'accord, encore une fois.

L'hon. M. GUTHRIE: Nous ne demandons rien de plus.

Mais pour revenir aux observations du solliciteur général, quelques-unes d'entre elles sont bien moins acceptables. Il a parlé des discours prononcés, depuis les élections, dans la